ML. L. 6115/2.

- 1 -
16 IV 1958
coordination (?)

ROYAULME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 5 février 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "tendant à accorder sous certaines conditions une pension aux veuves qui ont épousé après le fait dommageable un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation, à créer une rente de captivité en faveur des prisonniers de guerre de 1940-1945 et réalisant certains ajustements en matière de rentes pour chevrons de front", a donné le 24 février 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e februari 1958 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot toekenning, onder sommige voorwaarden, van een pensioen aan de weduwen die na het schadelijk feit in het huwelijk zijn getreden met een gerechtigde van de wetten op de vergoedingspensioenen, tot het instellen van een gevangenschapsrente ten voordeele van de krijgsgevangenen van 1940-1945 en ter verwezenlijking van sommige aanpassingen inzake frontstrepenrenten", heeft de 24e februari 1958 het volgend advies gegeven :

Comme le fait ressortir l'exposé des motifs, l'objet du projet relève de trois domaines distincts :

1° le titre I prévoit l'extension de certains droits résultant des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par arrêté du Régent du 5 octobre 1948, modifiées par la loi du 26 juillet 1952. Il accorde en premier lieu une pension aux veuves bénéficiaires de ces lois, dont le mariage est postérieur au fait dommageable, alors qu'aux termes de l'article 21 des lois coordonnées sur les pensions de réparation, ces veuves étaient en principe exclues du droit à la pension. Il prévoit d'autre part certains avantages pécuniaires pour les orphelins conçus postérieurement au fait dommageable, lesquels étaient également exclus du bénéfice des lois coordonnées sur les pensions de réparation;

2° le titre II organise l'octroi d'une rente de captivité en faveur des prisonniers de la guerre 1940-1945 reconnus;

3° le titre III prévoit un ajustement progressif des rentes pour chevrons de front.

.../...

TITRE I. (1)

Article 1er.

§ 1er.

Cet article formule le principe du droit à la pension de la veuve dont le mariage avec un bénéficiaire des lois coordonnées sur les pensions de réparation est postérieur au fait dommageable. Après avoir formulé la règle que le mariage doit avoir eu lieu dans le délai de cinq ans à dater du retour de la victime dans ses foyers, il fixe, pour chaque catégorie de bénéficiaires des lois coordonnées, le point de départ de ce délai.

Les articles 2 et 57, § 1er, des lois coordonnées ayant été modifiés par la loi du 26 juillet 1952, il serait inutile de le rappeler au § 1er, 1°, de l'article 1er.

Le Conseil d'Etat propose aussi, dans un souci de clarté, d'ajouter, à la fin du premier alinéa de l'article 1er, § 1er, b, à la suite des mots "du littera f", les mots "de l'article 2 des lois coordonnées sur les pensions de réparation".

.../...

---

(1) Dans le texte néerlandais, il serait préférable de remplacer la subdivision du projet en chapitres, par une subdivision en titres.

Le deuxième alinéa de l'article 1er, § 1er, b, fait mention de "la date de la démobilisation de la résistance". Il serait préférable de remplacer cette rédaction par la suivante : "étant entendu que cette date ne pourra être postérieure au 14 novembre 1944". Le Conseil d'Etat n'a, en effet, connaissance d'aucune disposition réglementaire ayant fixé la date de la démobilisation générale de la résistance. Sans doute vise-t-on l'arrêté ministériel du 13 novembre 1944 concernant la remise des armes et effets d'habillement par les membres des groupements reconnus de la résistance, et le paiement d'une indemnité dite de licenciement.

Le littera g de l'article 1er, § 1er, 1°, fixe le point de départ du délai de cinq ans pour les veuves des personnes visées à l'article 57, § 2, des lois coordonnées, alors que le droit à la pension n'est conféré à ces veuves que par le 2° de l'article 1er, § 1er. D'autre part, deux dispositions distinctes formulent la règle que le point de départ du délai de cinq ans pour les veuves des bénéficiaires de l'article 57, § 2, est la date du fait dommageable, à savoir le 1°, littera g, et le 2°.

Le Conseil d'Etat propose dès lors de supprimer, au littera g, les mots "ou de l'article 57, § 2, des mêmes lois".

Au 2°, il y aurait lieu d'ajouter, après les mots "à l'article 57, § 2, des mêmes lois", les mots "remplacé par la loi du 26 juillet 1952".

\+

\+ \+

.../...

Il y a lieu de noter que certaines catégories de bénéficiaires des lois coordonnées sur les pensions de réparation, dont la veuve bénéficie du projet, ne sont pas mentionnées expressément dans l'énumération de l'article 1er, § 1er. Tel est notamment le cas des civils qui prouvent avoir subi un dommage physique du fait de sévices exercés sur eux par l'ennemi, en raison de leur attitude patriotique (article 2, littera f, des lois coordonnées).

Le point de départ du délai de cinq ans n'est dès lors pas fixé vis-à-vis des veuves de ces bénéficiaires.

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter, à la fin de l'article 1er, § 1er, in fine du 1°, une disposition qui pourrait être rédigée comme suit :

"Pour les personnes n'appartenant pas à l'une des catégories énumérées ci-dessus, le point de départ du délai de cinq ans est fixé dans chaque cas par les commissions".

§ 2.

Le § 2, 1°, gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 2. La veuve doit établir :

1° si la reconnaissance n'en a pas eu lieu antérieurement à l'occasion d'une demande de pension d'invalidité introduite par le défunt, que la blessure, la maladie ou son aggravation à laquelle ...".

.../...

§ 4.

Ce paragraphe dispose que les commissions des pensions prévues à l'article 45 des lois coordonnées statuent "souverainement" sur les demandes de pension introduites à la faveur du présent article.

Le mot "souverainement" est de nature à prêter à équivoque. On observera qu'il ne figure pas dans le texte de l'article 45 des lois coordonnées, qui règle la compétence et la mission des commissions des pensions de réparation.

Il est entendu que le pouvoir des commissions, statuant dans le cadre du projet, n'est pas différent de celui qu'elles possèdent lorsqu'elles statuent dans le cadre des lois coordonnées, sur base de l'article 45. C'est ainsi que les décisions de la commission des pensions de réparation sont susceptibles d'appel devant la commission d'appel des pensions de réparation ; d'autre part, il n'est pas dérogé à la règle générale du contrôle de la légalité inscrite dans l'article 107 de la Constitution et dans la loi du 23 décembre 1946.

Il convient dès lors de supprimer le mot "souverainement".

+

\+ +

.../...

Il y aurait, enfin, lieu de revoir la ponctuation de l'article 1er, principalement du § 1er.

Article 2.

Cette disposition étend aux orphelins conçus après le fait dommageable les avantages conférés par les articles 26 et 27 des lois coordonnées aux orphelins conçus avant le fait dommageable.

Il est bien entendu que les orphelins, comme les veuves visées à l'article 1er, possèdent un droit aux avantages de la loi lorsqu'ils remplissent les conditions prévues. Le Conseil d'Etat est dès lors d'avis qu'il conviendrait de remplacer la formule du projet: "Peuvent donner lieu aux avantages prévus ... " par la formule de l'article 26 des lois coordonnées: "Peuvent prétendre aux avantages prévus ...", ou par celle de l'article 1er du projet et de l'article 2 des lois coordonnées: "Peuvent faire valoir leurs titres aux avantages prévus ... ".

.../...

Il y a lieu de noter,en outre,qu'en faisant usage des mots "sans avoir égard à la date de la conception", l'article 2, § 1er, englobe dans son champ d'application les orphelins conçus avant le fait dommageable et bénéficiaires, de ce fait, des articles 26 et 27 des lois coordonnées sur les pensions de réparation. Cet inconvénient serait évité si le début du § 1er était rédigé comme suit :

"Article 2.-

§ 1er. Peuvent prétendre aux avantages prévus à l'article 27 des lois coordonnées sur les pensions de réparation,les enfants légitimes ou naturels reconnus conçus après le fait dommageable ... ".

Il est proposé,de plus, de rédiger l'article 2, § 1er, littera a, de la manière ci-après afin de mieux faire apparaître la distinction que fait l'article entre les bénéficiaires visés en a et b :

"a) des personnes dont le décès est susceptible d'ouvrir des titres à une pension de veuve en vertu des articles 21 et suivants des lois coordonnées".

.../...

Article 3.

Le texte du projet reprend le texte proposé par le Conseil d'Etat dans son avis du 1er octobre 1956 relatif au projet de loi "apportant certaines modifications au régime des pensions de guerre 1914-1918 et relatif à certaines mesures favorisant la mission des commissions de pensions" (avis n° L. 5359/2).

A l'occasion de ce projet, le Conseil d'Etat avait formulé les observations suivantes :

"Il va sans dire que, pour la régularité de la procédure, c'est à la commission elle-même que ces renseignements devront être donnés. Ils feront partie du dossier.

La disposition projetée n'emporte pas l'obligation pour le médecin consulté de révéler les secrets dont il est détenteur en raison de sa profession, lors même qu'il y serait autorisé par l'intéressé.

Cette autorisation n'a d'autre effet que de mettre à l'abri d'une action en dommages-intérêts le médecin ou le service consulté qui aurait livré le secret. Toutefois, le but de la loi projetée étant de permettre d'obtenir les renseignements nécessaires, elle implique que les personnes consultées seront soustraites aux poursuites fondées sur l'article 458 du Code pénal".

.../...

Ces observations valent également pour l'article 3 du présent projet.

Article 4.

Cet article dispose:"il ne peut être accordé qu'une seule pension au titre de la présente loi, des lois coordonnées sur les pensions de réparation ou de lois qui ont trait à la réparation ou au dédommagement à accorder aux victimes civiles de la guerre".

L'intention du Gouvernement, telle qu'elle est formulée dans l'exposé des motifs, est que seul soit interdit le cumul de plusieurs pensions de veuve accordées sur base des législations énumérées. C'est ainsi qu'il n'est pas interdit à la veuve qui bénéficie,par exemple, d'une pension d'invalidité sur base de l'article 2 des lois coordonnées, de bénéficier également d'une pension de veuve en vertu de l'article 1er du projet.

Il y aurait donc lieu d'ajouter, après les mots "une seule pension",les mots "de veuve".

A l'alinéa 2, les mots "c'est" peuvent être supprimés sans inconvénient.

TITRE II.

L'objet du titre II est d'organiser l'octroi d'une rente de captivité en faveur des prisonniers de la guerre 1940-1945, bénéficiaires du statut du 18 août 1947, comptant au moins un an de captivité.

.../...

Le texte de l'article 6 porte :

"Il est institué en faveur des militaires prisonniers de guerre 1940-1945 reconnus comme tels dans les formes ...".

L'intention du Gouvernement n'est pas de réserver le bénéfice de la rente aux seuls prisonniers de guerre militaires. Les prisonniers de guerre reconnus n'ayant pas la qualité de militaire, tels ceux visés à l'article 2, b, de la loi du 18 août 1947, bénéficient également des avantages prévus.

Il conviendrait, dès lors, de supprimer le mot "militaires".

En outre,les mots "comme tels" ne sont pas utiles à la bonne compréhension de l'article et devraient être omis.

TITRE III.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 9 :

"Ces nouveaux taux sont seuls appliqués pour la tenue du grand livre des pensions. Les livres que tiennent la Cour des comptes et la Caisse nationale des pensions de la guerre sont modifiés d'office".

.../...

TITRE IV.

Texte proposé :

"Article 10.-

La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1958".

OBSERVATION GENERALE.

La diversité et le caractère formellement autonome de diverses lois relatives aux pensions militaires et aux pensions de réparation sont une source de difficultés et d'erreurs, rendue d'autant plus sensible que la matière est absconse et touffue.

Il faudrait, dans toute la mesure du possible, éviter le procédé des lois autonomes quand des lois antérieures ont déjà réglé partiellement la matière envisagée.

Dans le présent projet, les dispositions contenues dans le titre Ier et le titre III paraissent pouvoir s'insérer dans les lois qu'elles étendent ou qu'elles modifient.

Le Conseil d'Etat n'a pu, dans le délai qui lui a été laissé, remanier le projet dans ce sens. Pour permettre une coordination ultérieure, il propose de compléter le projet par une disposition s'inspirant de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1952.

Zoals uit de memorie van toelichting blijkt, heeft het ontwerp "betrekking op drie onderscheiden punten":

1° hoofdstuk I handelt over de uitbreiding van sommige rechten toegekend krachtens de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd bij besluit van de Regent van 5 oktober 1948 en gewijzigd bij de wet van 26 juli 1952. In de eerste plaats kent het een pensioen toe aan de weduwen die het voordeel van die wetten genieten en na het schadelijk feit in het huwelijk zijn getreden, terwijl die weduwen, volgens artikel 21 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, in beginsel geen recht op pensioen hadden. Anderzijds verleent het sommige geldelijke voordelen voor wezen die na het schadelijk feit zijn verwekt, en tot dusver evenmin aanspraak konden maken op het voordeel van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen;

2° hoofdstuk II regelt de toekenning van een gevangenschapsrente aan de erkende krijgsgevangenen van de oorlog 1940-1945;

3° hoofdstuk III heeft betrekking op de progressieve aanpassing van de frontstrepenrenten.

.../...

HOOFDSTUK I. (1)

Artikel 1.

§ 1.

Dit artikel stelt het beginsel van het recht op pensioen voor de weduwe die na het schadelijk feit in het huwelijk is getreden met iemand die het voordeel van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen geniet. Na de regel te hebben gesteld, dat het huwelijk binnen vijf jaar na de terugkeer van de getroffene in zijn haardstede moet zijn aangegaan, bepaalt het voor elke categorie van gerechtigden wanneer die termijn ingaat.

Aangezien de artikelen 2 en 57, § 1, van de gecoördineerde wetten gewijzigd zijn door de wet van 26 juli 1952, kan het zijn nut hebben dit in de eerste paragraaf, 1°, van artikel 1 te zeggen.

.../...

- -

(1) De indeling van het ontwerp in hoofdstukken zou beter vervangen worden door een indeling in titels, zoals overigens in de Franse tekst werd gedaan.

Duidelijkheidshalve vulle men, aan het slot van het eerste lid van artikel 1, § 1, b, de woorden "van littera f" aan met de woorden "van artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen".

Het tweede lid van artikel 1, § 1, b, maakt gewag van "de datum van demobilisatie van de weerstand". Het verdient aanbeveling deze zinsnede als volgt te vervangen:"met dien verstande dat die datum niet na 14 november 1944 mag vallen". De Raad van State kent geen enkele reglementsbepaling die de datum van algemene demobilisatie van de weerstand zou hebben vastgesteld. Waarschijnlijk wordt hier bedoeld het ministerieel besluit van 13 november 1944 betreffende de inlevering van wapenen en kledingstukken door de leden der erkende weerstandsgroeperingen en de uitkering van een ontslagvergoeding.

Letter g van artikel 1, § 1, 1°, bepaalt wanneer de termijn van vijf jaar voor de weduwen van de personen bedoeld in artikel 57, § 2, van de gecoördineerde wetten ingaat, terwijl het recht op pensioen aan die weduwen pas onder 2° van artikel 1, §1, wordt toegekend. Anderzijds bevatten twee onderscheiden bepalingen, namelijk 1°, letter g, en 2°, de regel dat de termijn van 5 jaar voor de weduwen van de krachtens artikel 57, § 2, gerechtigde personen, ingaat op de datum van het schadelijk feit.

De Raad van State stelt daarom voor in letter g, de woorden "of artikel 57, § 2, derzelfde wetten" te schrappen.

In 2° voege men, na de woorden "bij artikel 57, § 2, van dezelfde wetten", de woorden "vervangen door de wet van 26 juli 1952" in.

\+

\+ \+

Opgemerkt moge worden dat sommige categorieën van gerechtigden op de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen wier weduwe het voordeel van het ontwerp geniet, niet met name zijn genoemd in de opsomming van artikel 1, § 1. Dit is onder meer het geval met de burgers die bewijzen lichamelijke schade te hebben geleden ingevolge mishandelingen welke de vijand hun wegens hun vaderlandlievende houding heeft doen ondergaan (artikel 2, letter f, van de gecoördineerde wetten).

Ten aanzien van de weduwen van die gerechtigden is dus niet bepaald wanneer de termijn van 5 jaar ingaat.

Voorgesteld wordt aan het slot van artikel 1, § 1, in fine van 1°, een bepaling in te voegen, als volgt :

"Voor degenen die niet tot een van de hiervoren opgesomde categorieën behoren, bepalen de commissies voor ieder geval wanneer de termijn van vijf jaar ingaat".

§ 2.

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"§ 2. De weduwe moet bewijzen :

1° indien dit niet vroeger bij gelegenheid van een door de overledene ingediende aanvraag om invaliditeitspensioen is erkend, dat de kwetsuur, de ziekte of haar verergering ... ".

§ 4.

Deze paragraaf bepaalt dat de in artikel 45 van de gecoördineerde wetten bedoelde commissies voor pensioenen "soeverein beslissen over de op grond van onderhavig artikel ingediende persioensaanvragen".

Het woord "soeverein" kan verwarring stichten. Opgemerkt zij dat dit woord niet voorkomt in de tekst van artikel 45 van de gecoördineerde wetten, dat de bevoegdheid en de taak van de commissies voor vergoedingspensioenen regelt.

Het spreekt vanzelf dat de commissies geen verschillende bevoegdheid hebben naargelang zij in het kader van het ontwerp, dan wel in het kader van de gecoördineerde wetten, op grond van artikel 45 uitspraak doen. Zo kan tegen de beslissingen van de commissie voor vergoedingspensioenen hoger beroep worden ingesteld bij de commissie van beroep voor vergoedingspensioenen; anderzijds wordt niet afgeweken van de algemene regel betreffende de controle over de wettigheid die is vastgesteld in artikel 107 van de Grondwet en in de wet van 23 december 1946.

Het woord "soeverein" behoort dus te worden geschrapt.

+

+ +

.../...

Ten slotte dient de interpunctie van artikel 1, en voornamelijk van § 1, te worden herzien.

Artikel 2.

Dit artikel maakt de voordelen, die de artikelen 26 en 27 van de gecoördineerde wetten aan de vóór het schadelijk feit verwekte wezen toekennen, ook toepasselijk op de wezen die na het schadelijk feit zijn verwekt.

Het spreekt vanzelf dat de wezen, evenals de in artikel 1 bedoelde weduwen, op de voordelen van de wet recht hebben wanneer zij aan de gestelde vereisten voldoen. Derhalve acht de Raad van State het verkieslijk, de formule van het ontwerp: "Mogen in aanmerking komen voor de voordelen ..." te vervangen door de formule van artikel 26 van de gecoördineerde wetten : "Op de . . . voordelen kunnen aanspraak maken ...", of door de formule van artikel 1 van het ontwerp en van artikel 2 van de gecoördineerde wetten : "Hun rechten op de voordelen ... mogen doen gelden ...".

Voorts moge worden opgemerkt dat artikel 2, § 1, door de woorden "zonder rekening te houden met de datum van verwekking" te gebruiken, ook toepassing vindt op de wezen die vóór het schadelijk feit zijn verwekt en die hierdoor gerechtigd zijn op de artikelen 26 en 27 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen. Dit bezwaar vervalt wanneer de aanvang van § 1 als volgt wordt geredigeerd :

.../...

"Artikel 2.-

§ 1. Op de voordelen van artikel 27 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen kunnen aanspraak maken, de wettige of erkende natuurlijke kinderen die na het schadelijk feit zijn verwekt".

Bovendien wordt nog voorgesteld artikel 2, § 1, letter a, als volgt te lezen, om duidelijker het onderscheid te doen uitkomen dat het artikel tussen de gerechtigden bedoeld onder a en b maakt :

"a) van de personen wier overlijden rechten op een weduwenpensioen kan doen ontstaan op grond van de artikelen 21 en volgende van de gecoördineerde wetten".

Artikel 3.

De tekst van het ontwerp is de herhaling van de tekst die de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies van 1 oktober 1956 betreffende het ontwerp van wet "houdende zekere wijzigingen aan het regime der pensioenen van de oorlog 1914-1918 en betreffende sommige maatregelen ter vergemakkelijking van de opdracht van de pensioencommissies" (advies nr L.5359/2).

.../...

In dat ontwerp had de Raad van State de volgende opmerkingen gemaakt :

"Het spreekt van zelf dat die gegevens voor de regelmatigheid van de procedure aan de commissie zelf zullen moeten worden verstrekt. Zij zullen deel uitmaken van het dossier.

De ontworpen bepaling verplicht de geneesheer die om inlichtingen wordt verzocht, niet tot mededeling van de geheimen die hij krachtens zijn beroep bewaart, zelfs al had de belanghebbende daarmede ingestemd.

Deze toestemming zal geen ander gevolg hebben, dan dat de geraadpleegde geneesheer of dienst die het geheim heeft medegedeeld, tegen vordering tot schadeloosstelling beveiligd is. Daar de ontworpen wet er echter toe strekt, het verkrijgen van de nodige inlichtingen mogelijk te maken, onderstelt dit dat de geraadpleegde personen niet blootstaan aan vervolgingen krachtens artikel 458 van het Strafwetboek".

Deze opmerkingen kunnen ook bij artikel 3 van het onderhavige ontwerp worden herhaald.

Artikel 4.

Dit artikel zegt :

"Er mag slechts één enkel pensioen worden toegestaan krachtens deze wet, krachtens de wetten op de vergoedingspensioenen of de wetten die betrekking hebben op het herstel of de schadeloosstelling toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog."

.../...

Zoals de memorie van toelichting verklaart, wenst de Regering alleen de cumulatie van verschillende, op grond van de genoemde wetgevingen toegekende weduwenpensioenen te verbieden.

De weduwe die bijvoorbeeld een invaliditeitspensioen ingevolge artikel 2 van de gecoördineerde wetten geniet, kan dus eveneens een weduwenpensioen op grond van artikel 1 van het ontwerp genieten.

In plaats van de woorden "één enkel pensioen" leze men dus : "één enkel weduwenpensioen".

Het tweede lid leze men als volgt : "In voorkomend geval wordt alleen het hoogste pensioen toegekend".

HOOFDSTUK II.

Hoofdstuk II wil een rente wegens gevangenschap toekennen aan de krijgsgevangenen 1940-1945 die gerechtigd zijn op het statuut van 18 augustus 1947 en ten minste één jaar krijgsgevangenschap tellen.

De tekst van artikel 6 zegt :

"Wordt ingesteld ten voordele van de militairen krijgsgevangenen 1940-1945 die als dusdanig erkend zijn in de voorwaarden ...".

.../...

De Regering wenst de rente niet voor militairen krijgsgevangenen te reserveren. Erkende krijgsgevangenen die geen militair zijn, bijvoorbeeld die genoemd in artikel 2, b, van de wet van 18 augustus 1947, komen ook voor de in uitzicht gestelde voordelen in aanmerking.

De term "militairen" moet dus vervallen.

Bovendien zijn de woorden "als dusdanig" niet dienstig voor een goed begrip van de tekst en kunnen zij vervallen.

HOOFDSTUK III.

De Raad van State stelt voor, het laatste lid van artikel 9 als volgt te lezen :

"Deze nieuwe bedragen gelden alleen voor het houden van het Grootboek der pensioenen. De boeken welke gehouden worden door het Rekenhof en door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen worden ambtshalve gewijzigd".

HOOFDSTUK IV.

Voorgestelde tekst :

"Artikel 10.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1958".

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

De diversiteit en de formele zelfstandigheid van een aantal wetten betreffende de militaire- en vergoedingspensioenen zijn oorzaak van tal van moeilijkheden en vergissingen, waarvoor een materie als de onderhavige, die zo duister en zwaar op de hand is, bijzonder gevoelig is.

Van een beroep op alleenstaande wetten zou zoveel mogelijk moeten worden afgezien, wanneer vroegere wetten de behandelde stof reeds gedeeltelijk hebben geregeld.

In het onderhavige ontwerp lijken de bepalingen opgenomen in hoofdstuk I en hoofdstuk III een plaats te kunnen vinden in de wetten welke zij verruimen of wijzigen.

Binnen de termijn waarover hij heeft beschikt, is het de Raad van State niet mogelijk geweest het ontwerp in die zin om te werken. Om een latere coördinatie mogelijk te maken, stelt hij voor, het ontwerp aan te vullen met een bepaling naar het voorbeeld van artikel 6 van de wet van 26 juli 1952.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A. BERNARD, Ch.VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M.J.P.HAESAERT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H.J.P.HAESAERT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.